



# L'INCORRUPTIBLE

Bulletin des AMIS DE ROBESPIERRE

n° 70

janvier 2010

*L'amour de la liberté est fondé sur celui de l'égalité (Jean-Paul MARAT)*

Editorial de Maxime FLAMENT

## A propos d'identité nationale

Notre édito doit-il être dicté par la politique du gouvernement ? Résolument non. Et pourtant ce dernier ne cesse de se saisir de sujets nous intéressant particulièrement, même si l'utilisation qu'il en fait est très loin des motivations de notre association...

D'un enseignement de l'histoire à nouveau remis en cause au sein d'une réforme qui inquiète dans sa globalité, au débat sur l'identité nationale, nous ne pouvons totalement ignorer ces questions. D'où les précisions suivantes sur l'affirmation de la nation.

Sous l'Ancien Régime, on ne parlait pas de Français mais de sujets du roi, ce qui signifiait que l'on était soumis à son pouvoir. Le sentiment national apparaît certes timidement dès le Moyen Age mais c'est la Révolution française qui fait figure de tournant majeur.



Fête de la Fédération

Avec elle, les sujets du roi deviennent des citoyens qui forment ensemble la nation française et participent à la vie politique. En se proclamant « assemblée nationale » le 17 juin 1789, les députés du tiers et ceux les ayant rejoints s'approprient la souveraineté nationale. L'unité se révèle avec les Fédérations venues des provinces en 1790 (alors qu'existent pourtant de très nombreux particularismes locaux). Elles témoignent « du besoin de solidarité et du sentiment d'appartenance collective à un nouveau monde en gestation »<sup>(1)</sup>. Récupérée et mise en scène lors de la fête de la Fédération, répercutée dans les cérémonies locales, l'union de la nation France est alors proclamée dans un rituel plus civique que religieux.

Plus populaire, le mot « patrie » est repris dans *la Marseillaise* ou dans la proclamation de la « patrie en danger » (les révolutionnaires européens du XVIII<sup>e</sup> siècle se disaient patriotes, en France également jusqu'à l'affirmation des « sans-culottes » de 1793).

Lors de son discours à la Convention contre le sursis le 18/01/93, Robespierre affirme que les députés sont assemblés « pour cimenter la liberté du peuple français et préparer celle du monde », il les exhorte le 21/01 à « l'union fondée sur les principes »<sup>(2)</sup>.

La guerre, la proscription des Girondins et la Terreur entraînant une nouvelle marche de la révolution, Robespierre va en effet chercher à mobiliser cette nation, à la cimenter.

Pour lui, la guerre a été déclenchée par la Cour et les Girondins pour des raisons fallacieuses, mais elle est devenue libératrice et fondatrice, elle est conduite par le peuple et la liberté contre l'oppression. Elle est créatrice car elle fonde un « nous » collectif associant le peuple et les députés dans la défense de l'Etat et de la Patrie.

Il définit essentiellement celle-ci comme la discrimination de l'ami et de l'ennemi, de la guerre et de la liberté. La nation se construit dans le rejet des tyrans et des peuples soumis et ennemis, mais aussi dans l'affirmation du soutien de la France révolutionnaire aux peuples en lutte pour leur émancipation. Elle se fonde contre les ennemis extérieurs certes, mais aussi et surtout contre les ennemis intérieurs.

« Il n'est que deux classes d'hommes : les amis de la liberté et ceux de l'aristocratie tyrannique. Voilà la division qui existe en France » affirme-t-il le 8 mai aux Jacobins. L'ennemi est celui qui nous menace dans notre humanité en s'en prenant à la Révolution ; lui résister, le combattre, c'est combattre pour les valeurs humanistes, celles du genre humain.

Par ses discours, Robespierre vise davantage à définir un lien collectif dynamique qu'à enflammer des passions temporaires. En s'attachant à désigner les ennemis, il cherche plus à rassembler autour d'une identité nationale spécifique qu'à exclure. L'identité nationale se distingue en cela « des certitudes des groupes restreints dont la cohésion ne repose que dans le rejet et l'exclusion. Le projet de Robespierre n'est pas celui, tactique, d'une unité factice, il aspire à l'universel et rejette les identités tribales »<sup>(3)</sup>.

Suite page 10

## DANS LES MONUMENTS NATIONAUX

### Marie-Antoinette en « guest star », Robespierre reste à la porte

Voici, avec l'autorisation de l'auteure, de larges extraits d'un article publié dans le bulletin du syndicat CGT des personnels du Centre des Monuments Nationaux (CMN)

A quoi servent nos monuments ? Ils sont une trace de notre passé, notre histoire. Un héritage laissé par les générations antérieures... Ainsi, les grottes des Eyzies ou celle de Pair-non-Pair nous « racontent » les parties de chasses de nos ancêtres de la préhistoire, la cathédrale de Reims garde le souvenir du Sacre des Rois de France, celle de Paris (Notre-Dame) celui du sacre de Napoléon I<sup>er</sup>, la colonne de Wimille célèbre la gloire des soldats de l'Empire, tout comme l'Arc de Triomphe, qui va même bien au-delà des soldats de l'époque napoléonienne, et est devenu au fil du temps et des aléas de l'Histoire le symbole plus général de l'Armée Française.

Nos monuments ont une histoire propre, et du coup une symbolique beaucoup plus complexe. En effet, le château de Vincennes, par exemple, fut à la fois une résidence royale et une prison. Le domaine de Rambouillet, quant à lui, fut domaine royal, puis impérial, et présidentiel.

Notre Histoire est complexe, nos monuments le sont aussi. Leurs fonctions ont pu changer au fil du temps.

En histoire, il existe des courants, des tendances, des écoles... au CMN, il semblerait que l'on ait choisi son camp, pas celui de tel ou tel courant historique, non, non, mieux que cela, le « camp du glamour » ! Je m'explique... Existe-t-il des commémorations dans nos monuments ? Oui, à l'Arc de Triomphe, par exemple, avec le souvenir des anciens combattants. Mais encore ?

La Basilique de Saint-Denis, qui ferme régulièrement ses portes au commun des mortels, pour commémorer la mort de Louis XVI et Marie-Antoinette, La Chapelle Expiatoire est elle aussi « un temple dédié au culte de ces martyrs de la Révolution ».

La Conciergerie, quant à elle, fut la 1<sup>ère</sup> demeure royale, mais elle est surtout connue pour avoir été une prison sous la Révolution, et a vu défiler nombre de grands personnages de cette période. Mais qui commémore la Révolution, aujourd'hui ? Ces quelques années qui furent celles de la naissance des Droits de l'Homme, de la République, et la participation active des citoyens à la vie politique, la chute d'un régime monarchique millénaire, l'abolition des privilèges, les prémisses de l'abolition de l'esclavage... ce n'est pas rien que tout cela ! ? S'il demeure un monument aujourd'hui dans Paris et même dans toute la France, qui pourrait bien être le lieu où se souvenir de ces années qui ont marqué durablement notre société, ne serait-ce pas la Conciergerie ?

Certes, mais la Révolution a un gros défaut, elle n'est pas « Glamour » ! Pensez donc, cher ami, des gueux en haillons qui réclament du pain à coup de piques ; des bourgeois qui prétendent se mêler de politique (avec pour certains d'entre eux, un idéal d'égalité, de justice, une société plus juste,

une société où comme le disait Robespierre nul n'aurait le droit d'accumuler des monceaux de pain au côté de son voisin qui meurt de faim)... Pensez donc, cher ami, une époque où l'on décapitait les ennemis de la Nation... Enfin et surtout la terrible époque où l'on a décapité ce bon roi Louis et sa chère épouse... La famille martyre... Sofia Coppola a su il y a quelque temps nous présenter une charmante Marie-Antoinette, glamour à souhait. Une Marie-Antoinette de cinéma certes, qui devait avoir autant de ressemblance avec la véritable reine de France, que moi-même je dois en avoir avec... euh, Louis XIV !!! Mais cette Marie-Antoinette, c'est celle qui plaît aux petites touristes japonaises, si romantiques, et aux Anglo-saxonnes en mal de sensations fortes... Alors que vient faire la vérité historique dans tout ça ? On s'en fiche pas mal ! Marie-



Antoinette Glamour, elle au moins, elle fait vendre ! Qui n'a pas eu son petit carnet fleuri avec le portrait de Marie-Antoinette ? Son petit sac de satin avec, dessiné dessus, les différentes robes de notre chère reine ? Un joli camée avec le profil de cette grande dame ?...

Un parcours Marie-Antoinette à la Conciergerie, voilà ce qui devrait arriver incessamment sous peu ! Après les stations du Chemin de Croix à Lourdes, le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle, voici le parcours Marie-Antoinette à la Conciergerie, le calvaire des derniers instants de cette petite sainte glamour dans cette lugubre prison... On en rêvait, le CMN va le faire... !

Parallèlement à tout ça, il existe en Artois une association regroupant des passionnés par l'Histoire de la Révolution... Cette association regroupe des amis dans le monde entier (et oui, Robespierre et la Révolution Française intéressent jusqu'en Amérique Latine, au Japon, au Canada, en Russie...). Elle tente par différentes actions de réhabiliter autant que faire se peut le personnage de Robespierre auprès du grand public. Elle avait l'habitude depuis de nombreuses années de déposer tous les 28 juillet (date anniversaire de la mort de Robespierre) quelques fleurs auprès du buste de l'Incorruptible à la Conciergerie... Voilà que depuis deux ans, on fait comprendre à ses membres qu'ils ne sont plus les bienvenus dans ce monument de l'Île-de-la-Cité, que les monuments du CMN ne sont pas faits pour des commémorations (même aussi modeste que celle-ci !)...

Et oui, des robespierristes au beau milieu du « parcours Marie-Antoinette » ça fait tache, non ? Sans doute que Maximilien est moins glamour que Marie-Antoinette !

Mais plus grave qu'une guéguerre de clocher entre royalistes et républicains, c'est le contenu culturel de nos monuments qui est en question. Veut-on faire de notre Etablissement une sorte de Disneyland d'une pseudo histoire de cinéma ? Veut-on réduire nos monuments à des décors de carton-pâte digne de la Cinecittà, et les vider ainsi de tout contenu historique, toute réflexion, un tant soit peu intelligente ! ?

Elisabeth MAYER

## RETROSPECTIVE

A sa création l'ARBR s'était promis d'aider à faire mieux connaître Robespierre, bien évidemment, mais aussi les principaux acteurs de la période révolutionnaire et post révolutionnaire dans notre région.

Ce 70ème numéro nous a semblé être l'occasion de rappeler ceux d'entre eux à qui nous avons accordé une plus ou moins longue biographie au fil des ans.

Philippe Bollet	15 et 38
Philippe Lebas	18
Augustin Darthé	19
Augustin Robespierre	24
Ernest Duquesnoy	25-26
Frédéric Degeorge	28
Antoine Bussart	30
Poitevin de Maissemy	33
Francis Delgorgue	36
Roch Godart	36
François Detrès	36
François Buneville	38
Lazare Carnot	38 et 64-65
Claude Carnot	38
Pierre Daunou	38
L'abbé Proyart	38
Dubois de Fosseux	39
Nicolas Duflos	41
Etienne Lenglet	42
Guillaume Liborel	43
Charles Lameth	44
Armand Guffroy	45
L'évêque Porion	46
Le Dr Guillotin	46
Joseph Fouché	50 et 69
De la Tour d'Auvergne	51
Joseph Lebon	51 à 54
Christophe Burmann	52
Charlotte Robespierre	60
Robert Damiens	62-63
Martial Herman	65-68
Thomas Paine	68
J.Bste Personne	69
Antoine Magniez	70



Quelques portraits d'autres révolutionnaires ont aussi trouvé leur place :

Gilbert Romme	10
Camille Desmoulins	13
Nicolas Davout	33
Noël Pointe	48
J Bste Drouet	50
Jean Landrieux	50
Georges Couthon	53-55
Antoine Saint-Just	67
J. Bste Armonville	67



## Pierre-Jean VAN STABEL Corsaire du roi puis contre-amiral sous la Révolution

Les ports d'Étaples, Boulogne, Calais, Dunkerque, se trouvaient sur le « front » avec l'Angleterre et les marins de notre région ont largement participé sous la Révolution et l'Empire à la guerre maritime contre notre adversaire d'Outre-Manche. Nous avons eu peu d'occasions d'en parler. Ajoutons donc le portrait de l'un d'eux :

Né en 1744 à Dunkerque Pierre-Jean Stabel est marin de commerce à 14 ans pour la Compagnie des Indes, jusqu'en 1778. Puis il participe comme corsaire à la guerre d'Indépendance des États-Unis. Il capture un navire corsaire anglais de 16 canons ce qui lui vaut le brevet de lieutenant de frégate, mais aussi deux balles dans la gorge et une certaine réputation. Entré dans la marine royale pour qui il escorte des convois il rallie la cause de la Révolution.

En 1790 il est Enseigne de Vaisseau puis Capitaine en 1793. Il s'illustre sur l'Atlantique et s'empare de 17 navires anglais pourtant fortement protégés, avec le « Tigre » et ses 74 canons. Il est nommé Contre Amiral.

### Au secours de la France affamée

Notre pays a besoin des importations en provenance des États-Unis. Le Comité de Salut Public charge Van Stabel de l'escorte d'un convoi entre les côtes américaines et Brest. A la tête de 6 vaisseaux de 74 canons il arrive en Amérique, réquisi-



tionne 127 navires chargés de farine, de riz, de sucre, de cacao, de poissons, de coton, de bois etc... et reprend la mer le 14 avril 1794. Les Anglais tentent de l'intercepter. Jean Van Stabel reçoit du renfort de la petite escadre du contre-amiral Nielly. Lors d'un combat naval le 1<sup>er</sup> juin la marine française perd 7 vaisseaux mais le convoi, au complet, atteint Brest le 13 juin, ayant même capturé au passage quelques bateaux ennemis.

Puis Jean Van Stabel participe sur mer à la défense de la France révolutionnaire sous les ordres de Villaret de Joyeuse durant l'hiver de 1794. En 1795 il escorte un nouveau convoi vers Ostende.

Malade, épuisé par ses nombreuses blessures, Jean Van Stabel meurt à cinquante dans sa ville natale en 1797.

## LES HORLOGERS D'ARRAS SOUS LA REVOLUTION (Suite)

### La guerre et l'écroulement de la monarchie.

Le 20 avril 1792 l'Assemblée déclare la guerre et le 28 l'armée est battue à Tournay. Le lendemain nouveau recul à Valenciennes ; à Arras l'alarme est grande.

Le 20 juin le peuple de Paris envahit les Tuileries, ce n'est pas encore bien compris à Arras et certains, comme les membres du district, regrettent cette « souillure du trône ».

Le 20 juillet 1792, le district d'Arras annonce « l'adresse de l'Assemblée nationale, déclarant la Patrie en danger », et ajoute : « *Tous les conspirateurs ne sont pas à Koblenz, ils sont dans toutes nos villes et jusque dans chaque village : ils ont des parents, des amis, des affidés* », et aussi : « *Portez vous aux frontières pour défendre la liberté ! Vivre libre ou mourir* »...

On profite de la Fête de la Fédération de 1792, pour renforcer la levée en masse par des enrôlements volontaires ; il est grand temps ! Les Autrichiens poussent jusqu'à Oignies le 2 août 1792. Les Princes réfugiés à Bingen déclarent : « *faire la guerre à la faction des Français s'intitulant peuple français, tout en protestant de leur fidélité au Roi* ».

Le 10 août en découle qui marque le renversement de la monarchie. Cette nouvelle est cette fois approuvée à Arras où les soucis d'un ennemi proche font que la préoccupation première est le manque d'armes, plutôt que les événements parisiens. Il n'y a donc pas de résistance à l'entreprise audacieuse qui vient de renverser la royauté...

Le district décide de supprimer les statues et effigies des rois, de changer de sceau. Le glissement vers un nouvel ordre s'accélère encore le 16 septembre 1792, la municipalité est remplacée par voie révolutionnaire par les membres les plus exaltés des clubs.

Le nouveau maire s'appelle Joseph Lebon et l'on trouve bien sûr Augustin Robespierre et l'horloger Gilles à ses côtés. « *La Patrie rejetée des amis tièdes* » disent-ils. Le 17 septembre, Carlier et Gilles sont chargés de faire disparaître tout ce qui peut rappeler aux citoyens le souvenir de l'Ancien Régime : la liste des émigrés est affichée. On établit un Comité de surveillance qui deviendra l'auxiliaire le plus actif du pouvoir et à qui est confiée la

surveillance des prisons : l'horloger Gilles en fait partie.

Dans beaucoup de villes les horlogers sont réquisitionnés, généralement avec leurs apprentis, pour remettre en état les armes de la ville nécessaires à l'équipement de la Garde Nationale ; mais comme à Arras celle-ci ne parvient pas à avoir des cartouches, on fait des piques ! ...

Les autorités aux abois tentent d'expliquer aux ouvriers les difficultés du moment et promettent des jours meilleurs. En attendant, la vente des mobiliers religieux, la fonte de l'orfèvrerie et du reste des cloches procure des fonds.

### Les pouvoirs locaux débordés par les clubs..

Le 21 septembre la République est proclamée, événement qui n'est pas grandement fêté à Arras où tant de soucis accaparent les esprits : faire face aux fournitures de la troupe, réprimer les révoltes du peuple des fédérés exaspérés par le manque de pain. La Garde Nationale doit même intervenir pour dégager la mairie.



Emblème de la Société populaire d'Arras. (Arch. dép. du Pas-de-Calais. Coll. Barbier).

Tout est taxé et du fait qu'on a retiré aux marchands leur bénéfice, on ne trouve plus rien. Même les proclamations enflammées pour la défense de la Patrie ne permettent plus de trouver des volontaires ; heureusement Lille se défend si bien qu'elle sauve les provinces du Nord et Arras vote par acclamations

« *des éloges aux braves Lillois pour les héroïques efforts qu'ils ont opposés au tyran* ».

Un dernier coup de balai administratif est effectué lors du renouvellement de l'administration du département. La révolution bourgeoise a vécu... Nous sommes entrés dans l'ère de la République ou ère de l'égalité, première formule.

L'Horloger Gille s'approprie, en faisant sauter les scellés de la Cathédrale, l'horloge de celle-ci et l'installe dans sa boutique rue St Aubert. Ce Gille doit être très satisfait du décret appliqué à Arras le 23 octobre 1792, ayant pour but de faire disparaître des meubles pendules et objets, la décoration et les emblèmes de « l'esclavage ». C'est ainsi que certains horlogers, obéissant au décret, remplacent sur les pendules les bronzes compromettants, liment les cadrans portant les titres d'horloger du roi, coupent les aiguilles se terminant en fleurs de lys.

( A suivre )

**Bernard SENECA**  
de l'Académie d'Arras

## BERTRAND BARÈRE AGENT D'INFLUENCE DE L'ANGLETERRE

« Si monsieur Barère de Vieuzac, qui a fait semblant de haïr si fort les Anglais pour mieux les servir, a des relations secrètes avec le cabinet de Saint-James (...) il est naturel qu'il s'assure des moyens de n'être pas découvert ».

(Laurent Lecointre, conventionnel)

Selon Lewis Goldsmith, « l'ami de trente-trois ans » de Barère, Bertrand Barère a recruté des membres du contre-espionnage britannique et notamment Nicolas Madget et Charles Marien Somers, devenu le premier agent d'espionnage en France après le départ de George Munro au moment du procès de Louis XVI. Les documents d'archives français et anglais confirment son assertion.

Les projets français de descente en Irlande pour soutenir les indépendantistes avaient pris une nouvelle importance avec la guerre.

La nécessité, pour l'Angleterre, de neutraliser tous les projets français à destination de l'Irlande, son talon d'Achille, était vitale.

Barère et l'abbé Nicolas Madget, qu'il avait autrefois connu à Toulouse entretenaient des liens étroits et discrets. Nicolas Madget avait été employé en 1789 au quotidien de Bertrand Barère *Le Point du Jour* s'occupant de la traduction des articles pour l'Angleterre. Infiltré au sein du collège irlandais de Paris, l'ancien prêtre avait capté la confiance des Irlandais Unis et, jusque sous le Directoire, certains d'entre eux comme Wolfe Tone lui confiaient imprudemment leurs projets. Son rôle était en effet de démanteler les réseaux irlandais sur le continent.

Madget était associé à son vieil ami Charles Marien Somers, né à la Jamaïque, agent principal de lord Grenville, actif à Paris depuis 1791. Ses missions étaient financées par de Berdt, un des secrétaires de William Pitt qui déposait des fonds chez le banquier Grégory – correspondant parisien de Turnbull et Forbes de Londres. Il s'agissait d'un espionnage très organisé, très sophistiqué, que Barère semble avoir été seul à connaître avec sans doute François Louis Michel Chemin-Deforgues, avec infiltration progressive des ministères Lebrun-Tondu puis surtout Chemin-Deforgues puis Buchot à qui furent proposés des « agents » pour « opérer la division en Angleterre » ou pour observer l'état de l'opinion en Irlande et en Ecosse. Certains d'entre eux étaient, en réalité, à la solde de l'Angleterre. Un troisième larron, Richard Ferris, qui joua le rôle de porteur de dépêches, fut imprudemment chargé de mission par Chemin-Deforgues. Madget et Somers, probablement sur ordre, décidèrent de tendre un traquenard à William Jackson, un des héros de l'indépendance irlandaise, envoyé en mission secrète – qui s'avéra suicidaire – en Grande-Bretagne et en Irlande à la fin de l'hiver 1794. Arrêté pratiquement à son arrivée, Jackson fut jugé, chargé par Charles Marien Somers venu sur place, et condamné à la pendaison (1794). En septembre 1795, Charles Somers revenait d'Angleterre par Brest

et, des lettres signées par lui concernant le Général Francisco de Miranda (lié aux Girondins et passé du côté anglais) ayant été découvertes chez Nicolas Madget son « ami pour la vie », il fut recherché en région parisienne avec le nommé (George) Ellis, anglais, « ami de Pitt et de lord Mulgrave ». Recruté par Nicolas Madget comme interprète, pour la 1<sup>re</sup> division à Brest le sieur Sullivan fut envoyé en Floréal An II à Brest. Quelques mois plus tard, il était arrêté et ramené à Paris pour avoir favorisé l'évasion de prisonniers anglais.

Tous ceux qui avaient travaillé sous le ministère Lebrun-Tondu à des projets français relatifs à l'Irlande furent, comme par hasard, guillotins, tels Le Chapelier qui se livra imprudemment à Barère, ou le député Rabaut Saint-Etienne, ou encore l'écrivain Chamfort qui préféra

se suicider : leurs papiers furent évidemment récupérés par Barère qui en fit bon usage. Thomas Paine, célèbre pour son enthousiasme et son amitié pour la France de 1789, fut arrêté à son tour le 2 Nivôse An II, sur ordre de Barère. Il était inscrit sur les listes des « conspirateurs » de prisons lorsque le 9 Thermidor le sauva miraculeusement. Le Général Arthur Dillon avait lui aussi un projet de descente en Irlande remis à Lebrun-Tondu en décembre 1792/ janvier 1793 et qu'il avait préalablement fait connaître à la Convention nationale. Son arrestation fut décidée sur ordre de Barère au prétexte que son nom apparaissait dans la « Lettre anglaise ». C'est du moins ce que le rapporteur du Comité de Salut Public réussit à faire croire à ses collègues. En fait, il s'agissait du révérend père Dillon, supérieur du collège irlandais de Douai, qui, avec le

docteur Grégory Stapleton, président du collège irlandais de Saint-Omer, fut de ces quelques Irlandais qui étaient secrètement à la solde des Britanniques. Depuis sa prison, le Général Dillon réussit néanmoins à mettre en garde le couple Desmoulins contre les manœuvres de Barère.

Georges-Jacques Danton et Camille Desmoulins éliminés le 5 avril 1794, le Général Arthur Dillon et Lucile Desmoulins furent envoyés devant le Tribunal révolutionnaire. On voit mal comment Dillon et Mme Desmoulins pouvaient conspirer ensemble puisqu'ils étaient détenus séparément et elle était au secret depuis son arrestation par Dossonville, sur ordre des Comités, le 15 Germinal An II. Mais on avait sollicité de faux témoignages pour charger Lucile Desmoulins et ses co-accusés au Tribunal Révolutionnaire et ce procédé permit d'expédier son affaire et celle de Dillon sans que cela donne lieu à un débat public, qui eut été gênant pour Barère et les « amis de l'Angleterre ». Il n'était pas question d'attirer l'attention publique, par un procès équitable du Général Dillon, sur le vrai débat, celui de la gestion par Barère du dossier Irlande. Car tous les rapports, plans et projets sur l'Irlande furent dorénavant communiqués au ministère britannique, interceptés et copiés au fur et à mesure par Nicolas Madget

À suivre page 5



